LA GUERRE DE L'EAU

Sous le sable, la vie

L'eau qui relevait du fantasme il y a de cela quelques décennies est entrée progressivement dans nos habitudes. Exit les jerricans ! Mais pour cela il aura fallu une course folle pour la «traquer» là où elle se trouve… et la mettre à la disposition du citoyen d'abord. Mais à quel prix ?

Par Brahim Taouchichet

L'année qui s'ouvre verra le couronnement d'une bataille sans merci contre le stress hydrique qui touche, à des degrés divers, toutes les régions du pays, et dans sa partie sud en particulier. L'optimisme est de rigueur aussi bien au niveau officiel que chez le consommateur, longtemps frustré de l'accès à cette source de vie. Il n'y a pas plus vrai que les paroles de la fameuse chanson des années 1980, *Dja el ma*, pour donner toute sa dimension à la rareté de cette denrée. La ménagère tout spécialement n'avait pas d'autre choix que de guetter les lâchers d'eau tard dans la nuit pour une heure ou deux, mobilisant tout ce qui est contenant : baignoire, bidons, jerricans... La cote d'alerte était atteinte pourtant depuis longtemps, mais il aura fallu attendre le début des années 2000 pour qu'enfin le sursaut ait lieu. En 16 ans, la stratégie mise en œuvre commence à donner ses fruits quant à la disponibilité de l'eau malgré l'explosion démographique, l'urbanisation soutenue et le changement climatique induisant une forte demande, multipliée au moins par 4. Il faut aussi prendre en considération les effets dévastateurs d'une sécheresse endémique propre au bassin méditerranéen. Pour cela une nouvelle politique de l'eau structurée autour de deux axes stratégiques a été mise en place à travers, notamment le développement de l'infrastructure hydraulique : barrages, transferts, stations de dessalement d'eau de mer, stations d'épuration, etc.

En 16 ans, la stratégie mise en œuvre commence à donner ses fruits quant à la disponibilité de l'eau.

C'est dire que l'histoire de l'eau est érigée au rang de priorité nationale comme choix politique évident. Une enveloppe de 3 260 milliards de dinars entre 1999 et 2016 (50 milliards de dollars) a été allouée au financement des projets d'infrastructures de base, d'équipements, de maintenance et de contrôle technique.

Dans cette bataille de longue haleine de mobilisation des ressources hydriques en passe d'être gagnée, le bilan est éloquent. En effet, en 1962, il n'existait que treize barrages (450 millions de mètres cubes d'eau). Ce nombre est porté depuis à 75, capables de stocker 10 milliards de mètres cubes.

Par ailleurs, 5 autres grands barrages doivent être livrés en cette année 2017. Concrètement, la moyenne d'alimentation en eau par individu est de 180 litres par jour (moyenne mondiale 120 l/jour). Couplés aux forages, ces disponibilités hydriques mobilisent officiellement 3,6 milliards de mètres cubes qui s'ajoutent aux ressources provenant du dessalement de l'eau de mer, qui atteignent 2,5 millions de mètres cubes par jour. Mais si tous ces atouts épargnent progressivement la partie nord du pays, au demeurant à forte densité de population, car 9 Algériens sur 10 vivent dans le nord du pays, soit 13% de la superficie nationale, et 6 Algériens sur 10 vivent dans plus de 550 agglomérations urbaines, tout ne baignent pas pour autant dans l'huile. Derrière les Hauts-Plateaux, les portes du Sud vers le Grand Sud où la canicule légendaire a pris le dessus sur la production de nombreux forages pour beaucoup taris. Aux grands maux, les grands remèdes… Selon un expert de la Banque mondiale, cité dans un rapport de l'Ipemed (Institut de prospective économique du monde méditerranéen), l'Algérie est citée comme un «pays exemple» dans la région Moyen-Orient-Afrique du Nord (Mena) en matière de mobilisation des ressources en eau.

Ce satisfecit traduit la volonté de l'Etat pérenne qui a pris le taureau par les cornes en consacrant d'énormes efforts financiers encouragé en cela par les revenus au plus haut des hydrocarbures plusieurs années durant. Tous les ministres qui se sont succédé à la tête du ministère des Ressources en eau n'avaient qu'un seul choix : s'inscrire dans cette volonté de poursuite les efforts dans la bonification des investissements très lourds consentis par l'Etat dans les différents plans quinquennaux de développement. Durant trois jours (du 24 au 26 du mois écoulé), le nouveau ministre, Abdelkader Ouali, s'est imposé un train d'enfer — et avec lui une armada de cadres et de journalistes, sillonnant sept grandes wilayas du sud-est du pays (plus de 4 500 km, avion et routes confondus, et environ 8 heures suspendus entre ciel et terre ! Epoustouflant ! Et c'est peu dire. C'est dire tout l'intérêt qui est porté à ces wilayas dans un contexte au demeurant bien changé parce que marqué par la récession économique et la chute drastique du prix du baril de pétrole. La marge de manœuvre se trouve dès lors réduite en matière de disponibilités financières d'où un certain discours que tiendra le ministre à chacune des escales dans les chantiers. Toutefois, il y a lieu de s'interroger quant au budget consenti au secteur de l'eau par la loi de finances 2016, en baisse selon le ministre. La différence se chiffre à peine à 1,42 milliard de dinars, s'élevant cette année à 16,18 milliards de dinars. Au chapitre mystère de cette loi de finances, la répartition des budgets par département ministériel place les ressources en eau derrière ceux des Moudjahidine avec 245,94 milliards de dinars et ses Affaires religieuses et des Waqfs 25,37 milliards de dinars ! Déroutante répartition quand on sait toute l'attention affichée et portée au secteur de l'eau.

Tout au long de nos déplacements à travers les wilayas, les bouteilles en plastique et autres sachets jonchent les étendues de sable, défigurant le paysage.

C'est avec le système In Salah-Tamanrasset pour un transfert d'eau sur 700 km qu'une autre Algérie affiche ses ambitions. Si ce mégaprojet semble quelque peu noyé dans le brouhaha du discours des officiels, les Algériens n'ont pas encore conscience de l'immensité de ce que l'on appelle le projet du siècle (coût 197 milliards de dinars). Déjà 5 ans depuis sa mise en service en mars 2011. La conduite qui achemine l'eau vers la wilaya de Tamanrasset court à travers le désert à n'en pas finir ! Il reste à la capitale de l'Ahaggar de profiter d'un réseau de distribution qui ne répond pas encore aux promesses et aux attentes des habitants prompts à faire la moue quant aux retombées attendues dans la région. In Salah c'est potentiellement une nappe phréatique de 45 000 milliards de mètres cubes. Si cet ordre de grandeur est difficile à imaginer, cela veut dire la couverture des besoins en eau potable de toute la région pour les cinq à six siècles à venir à raison d'une consommation annuelle de cinq milliards de mètres cubes ! Mieux vaut tard que jamais, cette solution a été retenue et le projet lancé en 2008. Trois champs de captage situés à 70 km au nord de la ville sont d'ores et déjà opérationnels avec une production prévue d'eau déminéralisée de 100 000 m³/jour. De quoi étancher la soif des émeutiers de l'eau ! Ultramoderne, d'une technologie sophistiquée, l'usine de déminéralisation d'In Salah (il y en a 6), comme nous avons eu à le constater, sécurisée, peut être considérée comme le cœur battant de cette immensité de la partie sud-est de l'Algérie. Si l'Etat a mis le paquet dans ce type d'investissement, il y a lieu de s'imposer pour règle de s'inquiéter de leur préservation d'un environnement climatique hostile. Une médiatisation intelligente ne sera pas de trop plutôt qu'une surmédiatisation factuelle éphémère car nous avons l'impression que ce sont les visites d'officiels qui font l'événement !

Les besoins en eau potable de toute la région sud-est assurés pour les cinq à six siècles à venir à raison d'une consommation annuelle de cinq milliards de mètres cubes !

Djanet, commune située au pied du plateau du Tassili N'Ajjer, dans la wilaya d'Illizi, tient toutes ses promesses en ce lundi 26 décembre. Grand soleil mais il fait froid. Le calme des lieux est à peine perturbé par le bourdonnement d'un hélicoptère de l'armée. Site de prédilection des touristes depuis des lustres, Djanet se languit de ses visiteurs et «l'éléphant» et «la vache qui pleure» (rochers sculptés par les vents de sable) au pied de la montagne de pierres calcinées les attendent patients, imperturbables, face au rush des visiteurs d'un jour que nous sommes frémissant de figer l'instant en photo numérique inespérée.

A quelques encablures de là, nous gagnons une base-vie où l'intérêt des résidents est tout autre. L'eau, encore l'eau qui fait courir la délégation. Dans un décor irréel, une foreuse a déjà accompli sa mission en allant la chercher à seulement 300 m de profondeur. Son accessibilité est une aubaine. La découverte de l'eau n'étant pas une fin en soi, d'autres perspectives s'imposent pour sa rentabilisation. Abdelkader Ouali n'a de cesse de prêcher la bonne parole insistant tout particulièrement, à chaque escale, sur le retour d'investissement : «Les ressources financières existent, l'eau existe, le cadre (entreprises) existe.» Tourisme, agriculture, les deux mamelles d'un développement garanti dans la région. Voire… si le rêve compense la solitude des lieux et les immensités sahariennes, il faut croire que la ruée vers l'or (blanc) est toujours à l'état de vœu. Il est vrai que, tout comme dans les autres régions du pays, un climat des affaires attractif et sécurisant reste une condition sine qua non. Si le soleil brûlant fait évaporer l'eau, il en est de même pour l'argent investi s'il ne se traduit pas très vite par un retour d'investissement.

Les atouts naturels reconnus, recherchés, de Djanet comme ceux de sa lointaine cousine de Béni Abbès ne suffisent pas à eux seuls à séduire tant il est vrai que le tourisme est un produit complet, fruit d'une industrie et donc d'un savoir-faire. Pour l'heure, cela se résume à des raids ou de courtes expéditions.

Tamanrasset, la capitale de l'Ahaggar, est incapable d'offrir un gîte confortable, sinon convenable au visiteur. L'hôtel Tahat qui date des années Boumediène tombe en décrépitude. Les prix prohibitifs ajoutent à l'exaspération.

Les Algériens n'ont pas encore conscience de l'immensité de ce mégaprojet de transfert d'eau In Salah-Tamanrasset que l'on appelle le projet du siècle.

Les constructions des infrastructures hôtelières, qui manifestent un dynamisme certain dans les villes du nord et à Alger en particulier, font défaut. Elles sont en décalage parfait par rapport à la frénésie commerçante de la ville. Donner vie est d'ailleurs ce qui est attendu du grand projet In Salah-Tamanrasset, l'eau étant un objectif mais pas une fin en soi.